

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Appel-PCF-Paris-15eme.html

La victoire du NON en France au référendum rendrait caduc le projet de « constitution européenne ».

Appel PCF Paris 15ème

- Union Européenne - Référendum de 2005 - Autres appels contre la constitution européenne -

Date de mise en ligne : samedi 26 février 2005

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

En 1992, il n'a manqué que 1% des voix pour mettre en échec Maastricht.

Depuis, tout notre peuple a fait l'expérience de L'Europe maastrichienne. A l'inverse des promesses, le chômage s'est encore développé. La précarité, la mal-vie, l'exclusion ont explosé. La seule liberté qui s'est développée, c'est celle du patronat de licencier, de sous-payer, de délocaliser, celle des marchés financiers de spéculer contre les hommes. Les traités de Maastricht, Amsterdam, Nice, l'euro, les directives et règlements de Bruxelles ont servi de prétextes et de moyens au gouvernement français pour démanteler et privatiser les services publics, le système solidaire de Sécurité sociale (retraite, assurance maladie...), pour casser le code du travail, pour faire des coupes sombres dans les dépenses publiques et sociales. Il ne se passe pas un jour sans qu'on annonce la fermeture d'un hôpital, d'un bureau de poste...

Stop ou encore ?

Le projet de « constitution européenne » vise à aggraver et à rendre irréversible cette politique au service des multinationales et des marchés financiers européens et mondiaux.

Le projet et ses 488 articles reprennent intégralement Maastricht, Amsterdam, Nice. Ils ont la prétention de placer définitivement tous les domaines de la vie institutionnelle, économique, sociale des pays de l'UE sous la dictature de la loi du marché derrière le sacro-saint principe, énoncé dès l'article 3 comme « objectif de l'UE » du « marché unique où la concurrence est libre et non faussée ».

Loin de renforcer la solidarité entre les salariés et l'amitié entre les peuples, le texte organise leur mise en concurrence sur le marché du travail, encourage les délocalisations et le chantage patronal à la casse des droits sociaux. Loin d'être un contre-feux, les dispositions de la « Charte des droits fondamentaux », reprises intégralement, sont en régression sur les législations sociales de chaque pays et sur toutes les conventions internationales existantes. Elles sont en outre subordonnées à la « libre circulation de la force de travail, des biens et des capitaux ».

Loin d'oeuvrer pour la paix, le texte ordonne explicitement l'augmentation des dépenses militaires de tous les pays de l'UE, les engage, dans le sillage de l'OTAN et des USA, à des opérations militaires sur toute la planète.

Surtout, le projet de « constitution européenne » priverait les Etats nationaux, les peuples de toute possibilité légale de remettre en cause l'ordre maastrichien. Le projet de « constitution européenne » est en effet destinée à supplanter les constitutions et législations nationales. Les directives de Bruxelles s'appliqueraient automatiquement en France sans que le Parlement français puisse donner son avis. L'enjeu du référendum pour les partisans de la « constitution », en premier lieu le MEDEF, c'est de faire voter par le peuple français lui-même les pleins pouvoirs, sa soumission à la dictature de Bruxelles/Maastricht et l'abandon de sa souveraineté.

Non à la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Pour les promoteurs de l'UE, les nations, par leur histoire et leur cohésion, sont des freins, non seulement économiques, mais aussi sociaux et culturels, autant d'obstacles et de résistances à la mondialisation capitaliste. Leur but est de faire table rase des acquis sociaux et démocratiques de chaque pays et d'imposer la marche vers une entité européenne supranationale sur laquelle les peuples n'auront pas de prise démocratique mais où les multinationales seront toutes puissantes.

Nous refusons la destruction de ce qui est le cadre majeur de l'expression démocratique des peuples, de la souveraineté populaire : la souveraineté nationale autrement dit le droit, souvent si chèrement acquis, des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est pourquoi nous sommes contre toute constitution européenne. Les luttes dans chaque pays sont toujours déterminantes. Défendre en France EDF-GDF, La Poste ou la Sécurité sociale, c'est la meilleure façon de s'opposer à Maastricht et aux directives européennes et de les mettre en échec. Nous voulons faire converger ces luttes en Europe et dans le monde. Les salariés, le peuple français ont besoin de développer des échanges entre Nations (européennes ou non) fondés sur des coopérations mutuellement avantageuses, par exemple entre services publics nationaux, dans les domaines de la recherche, des nouvelles technologies, de la protection de l'environnement, des échanges commerciaux internationaux notamment pour lutter contre le dumping social, ...

L'Union européenne, basée sur le mépris des peuples et des travailleurs de chaque pays, tournée exclusivement vers l'intérêt du patronat et des marchés financiers est incompatible avec cette démarche. Plus que jamais, nous exigeons la suppression des traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, la dissolution de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne.

Nous appelons à voter NONparce que nous refusons de voir sacrifier sur l'autel de l'Eurodémolition de Maastricht l'héritage des luttes en France, de la Révolution française, de la Commune de Paris, du Front Populaire, du programme du Conseil national de la Résistance, de 1968, l'égalité républicaine, la laïcité.

Nous appelons à voter NONparce que nous refusons le renforcement de la dictature des technocrates et des « élites » de Bruxelles au service de l'ordre capitaliste.

Nous appelons à voter NON pour préserver à l'avenir le droit de notre peuple à dire NON !

Ne manquez pas ce vote historique !

La vague de fond populaire qui a failli faire capoter Maastricht en 1992 peut l'emporter en 2005. La victoire du NON dans ce grand pays incontournable qu'est la France rendrait caduc le projet de « constitution européenne ». Elle sanctionnerait les politiques destructrices, menées en France au nom de Maastricht, des directives et de la pseudo « construction » européennes et ceux qui les mènent ! Ouvrons la perspective d'une véritable alternative politique, tout de suite !

Pour la liberté des peuples, pour la justice sociale, pour la paix, faisons gagner le NON !

Post-scriptum :

Sur ces bases, nous appelons les salariés et habitants du 15ème à participer activement à la campagne pour le NON au référendum sur le projet

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

de « constitution européenne ». Prenez contact avec le Comité unitaire pour le NON, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux